

La présence américaine en Afrique

Une puissance qui se réinvente face à la Chine

Par Esimba Ifonge • Septembre 2026

SOMMAIRE

INTRODUCTION

ACTE I **La fin de l'hégémonie libérale**

- 01** Démanteler l'aide, redéfinir la puissance
 - 02** De la « charité mondiale » à l'économie stratégique
-

ACTE II **La doctrine transactionnelle**

- 03** Du soft power au hard extractivisme
 - 04** Le deal RDC–Rwanda : cas d'école du transactionnalisme
 - 05** La santé et les données comme nouveau minerai
-

ACTE III **La guerre par d'autres moyens**

- 06** Chine vs États-Unis : infrastructures contre minéraux
 - 07** Le corridor de Lobito : paradigme du nouveau deal minéralier
 - 08** Normes, données, intelligence artificielle : la nouvelle bataille
-

ACTE IV **L'Afrique et l'Europe à la croisée**

- 09** Les perdants de la Realpolitik transactionnelle
 - 10** France, Europe : dépendance, substitution ou différenciation ?
 - 11** Vers un État africain stratège
-

CONCLUSION

INTRODUCTION

Depuis janvier 2025, la politique africaine des États-Unis connaît une rupture qui dépasse le simple changement d'administration à Washington. Les outils emblématiques du soft power américain — USAID, AGOA, Peace Corps — sont démantelés, suspendus ou fragilisés, tandis que l'activité militaire et les accords miniers se multiplient sur le continent. Cette mutation s'opère au nom d'une doctrine simple, résumée par la triade « plus sûr, plus fort, plus prospère » : chaque dollar dépensé à l'étranger doit maximiser la sécurité, la puissance et la prospérité des États-Unis.

Ce dossier propose une lecture structurée de cette transformation en quatre actes : la fin de l'hégémonie libérale, la formalisation d'une doctrine transactionnelle, la guerre par d'autres moyens entre Washington et Pékin, et les conséquences pour l'Afrique, la France et l'Europe. Chaque acte est organisé en chapitres analytiques et accompagné d'encadrés pédagogiques pour les décideurs, les diplomates et les militants africains, afin de transformer l'information en capacité stratégique. L'ambition est de combiner la rigueur analytique propre aux grandes revues de management avec une perspective critique africaine, attentive aux rapports de force matériels et symboliques.

L'enjeu est double. Il s'agit d'abord de comprendre comment une puissance qui se présentait comme « gendarme du développement » en vient à assumer un rôle de premier actionnaire des ressources mondiales, en s'affranchissant largement du langage des valeurs universelles. Il s'agit ensuite d'identifier les marges de manœuvre pour les États africains et leurs partenaires européens dans ce nouvel environnement transactionnel, afin de sortir de la posture de simple variable d'ajustement dans la rivalité sino-américaine.

ACTE I

La fin de l'hégémonie libérale

Comment Washington abandonne la grammaire des valeurs universelles pour requalifier son aide en portefeuille d'investissements stratégiques.

-
- 01** Démanteler l'aide, redéfinir la puissance
 - 02** De la « charité mondiale » à l'économie stratégique
-

Démanteler l'aide, redéfinir la puissance

L'acte d'ouverture part d'une scène médiatique en apparence anodine. En février 2025, sur le plateau de Fox News, Marco Rubio, devenu secrétaire d'État, déclare que l'USAID s'est muée en « œuvre de charité mondiale » qui dépense l'argent du contribuable sans lien clair avec l'intérêt national américain. Cette critique cible une agence qu'il présentait lui-même, en 2022, comme un instrument central pour contrer l'influence croissante du Parti communiste chinois, ce qui donne à ce retournement toute sa portée stratégique. En quelques phrases, Rubio délégitime trente ans de narratif sur l'aide comme « bien public global ».

Le démantèlement progressif d'USAID s'accompagne de mesures convergentes : suspension de l'AGOA, rappels d'ambassadeurs africains jugés trop associés à la décennie précédente, fragilisation du Peace Corps, pilier historique du soft power américain. Ces décisions signalent que les instruments d'influence jugés trop « altruistes » ou trop institutionnels sont désormais considérés comme improductifs au regard du nouveau critère d'« intérêt national » strict. L'aide au développement cesse d'être un investissement de long terme dans des structures étatiques africaines pour devenir un simple poste budgétaire à réallouer vers des fonctions jugées plus stratégiques.

Pris ensemble, ces gestes représentent moins un désengagement qu'une requalification radicale de la présence américaine. Washington ne prétend plus transformer les sociétés africaines par la diffusion graduelle de normes libérales ; elle vise à concentrer ses moyens sur les secteurs et territoires directement critiques pour la sécurité nationale, au premier rang desquels les minéraux de transition énergétique et certaines infrastructures de données. L'Afrique est décrite en interne comme un théâtre « périphérique », ce qui ne signifie pas que le continent soit marginal, mais qu'il est mobilisé comme arrière-base pour des stratégies définies ailleurs.

Cette requalification a des effets institutionnels concrets. L'érosion de financements relativement prévisibles — programmes de santé, projets éducatifs, appuis budgétaires — fragilise des systèmes déjà sous-dotés. Dans le même temps, la montée en puissance des instruments militaires et contractuels, plus rapides et plus opaques, accroît le pouvoir des exécutifs et des acteurs privés au détriment des parlements, des sociétés civiles et des communautés locales. Les États africains se voient proposer des accords où les arbitrages entre sécurité, développement et souveraineté sont réglés en huis clos, loin des forums multilatéraux.

Pour les décideurs africains, cette recomposition impose un changement de posture. Continuer à traiter l'USAID, l'AGOA ou les programmes de bourses comme des

« évidences » de la relation afro-américaine reviendrait à ignorer que ces outils sont désormais perçus comme des luxes indéfendables dans le débat politique interne américain. La question centrale devient : comment réorganiser les priorités budgétaires et diplomatiques africaines dans un monde où l'aide publique américaine cesse d'être un pilier et où le levier principal est désormais l'accès aux ressources et aux données ?

ENCADRÉ PÉDAGOGIQUE — ACTE I (1)

Fiche d'enquête

- **Signal faible** : changement de discours de Marco Rubio entre 2022 (défense d'USAID comme rempart contre Pékin) et 2025 (accusation de « charité mondiale » déconnectée de l'intérêt national).
- **Mesures concrètes** : démantèlement d'USAID, suspension d'AGOA, rappels d'ambassadeurs, fragilisation du Peace Corps comme outil de soft power.
- **Requalification** : l'Afrique passe d'un statut de « partenaire de développement » à celui de zone périphérique utile tant qu'elle alimente des flux de minerais, de données ou de contrats pour des entreprises américaines.

ENCADRÉ PÉDAGOGIQUE — ACTE I (2)

Questions de rupture

- 1** Si l'USAID était réellement une institution de « charité mondiale », pourquoi sa défense comme outil stratégique contre la Chine était-elle centrale quelques années auparavant ?
- 2** Que signifie, pour un État africain, d'être qualifié de « périphérique » alors que ses ressources minérales et biométriques deviennent essentielles à la transition énergétique mondiale ?
- 3** Comment penser la souveraineté d'un État qui ne maîtrise ni la définition de ce qui est « dans l'intérêt national » des autres, ni l'allocation des budgets qui en découlent ?

De la « charité mondiale » à l'économie stratégique

Au cœur de la nouvelle approche se trouve un test en trois questions formulé par le Département d'État : toute dépense extérieure doit rendre l'Amérique plus sûre, plus forte ou plus prospère. Cette triade « safer, stronger, richer » sert de grille d'arbitrage budgétaire, mais aussi de boussole pour requalifier des secteurs entiers de l'action extérieure, comme la santé, la sécurité ou la coopération économique.

Dans ce cadre, l'aide internationale cesse d'être présentée comme un « bien public global » à protéger des aléas politiques internes. Elle devient un portefeuille d'investissements soumis à la même logique de retour que d'autres dépenses stratégiques, notamment la défense ou l'innovation technologique. Le langage moral qui accompagnait les grandes initiatives américaines (lutte contre la pauvreté, promotion des droits humains, consolidation démocratique) est relégué au second plan au profit de métriques plus directement liées à la sécurité des frontières, à la compétitivité des entreprises américaines et à la rivalité avec la Chine.

Ce basculement se traduit par un paradoxe apparent : alors que les budgets de santé, d'éducation ou d'assistance technique fondent, l'activité militaire et transactionnelle s'intensifie. Des frappes ciblées sont menées au Nigeria, des accords miniers stratégiques sont conclus au Maroc, en Guinée et en RDC, et le symbole de cette nouvelle ère est l'accord tripartite du 4 décembre 2025 avec la RDC et le Rwanda. La « paix » y est échangée contre un accès sécurisé aux minéraux critiques, dans une logique qui traite la stabilisation non comme un objectif politique mais comme un coût d'exploitation.

L'économie stratégique américaine repose sur un principe simple : l'Afrique est un réservoir d'intrants, pas un partenaire de co-conception. Les minerais (cobalt, cuivre, lithium, coltan) et les données, notamment de santé, sont intégrés dans des chaînes de valeur globales dont les centres de décision, de recherche et de captation de la rente demeurent situés à Washington, dans la Silicon Valley ou dans d'autres pôles du Nord. Les États africains restent des fournisseurs de matières premières, même lorsque ces matières sont informationnelles.

Pour les gouvernements africains, cette évolution ouvre une fenêtre d'opportunité mais aussi un risque. L'opportunité réside dans la demande accrue pour des ressources dont le continent dispose en abondance ; le risque est de voir cette demande se traduire par une ruée vers les licences et les corridors sans construction de capacités locales, ni dans la transformation industrielle, ni dans la gestion des données. Sans stratégie propre, la nouvelle économie stratégique se traduira par un raffinement des dépendances anciennes.

Grille d'analyse « économie stratégique »

Pour analyser une politique étrangère sous l'angle de l'économie stratégique, trois questions peuvent guider les décideurs africains :

- 1 Safer** — Ce dispositif améliore-t-il seulement la sécurité de la puissance extérieure, ou renforce-t-il aussi durablement la sécurité des populations locales et des institutions africaines ?
- 2 Stronger** — La restructuration institutionnelle proposée renforce-t-elle la capacité des États africains à décider, ou concentre-t-elle davantage de pouvoir de négociation et de normation à l'extérieur ?
- 3 Richer** — Qui capte l'essentiel de la rente créée par les projets soutenus : budgets africains, investisseurs étrangers, actionnaires de multinationales ou complexes politico-industriels étrangers ?

ACTE II

La doctrine transactionnelle

Du soft power à l'extractivisme assumé : comment les deals ponctuels remplacent les alliances de valeurs, du sous-sol congolais aux données de santé.

- 03 Du soft power au hard extractivisme
- 04 Le deal RDC–Rwanda : cas d'école du transactionnalisme
- 05 La santé et les données comme nouveau minerais

Du soft power au hard extractivisme

Pendant près de trois décennies, la présence américaine en Afrique a été justifiée par une grammaire de l'« hégémonie par les valeurs » : promotion de la démocratie, soutien institutionnel, programmes de santé et d'éducation, consolidation d'États présentés comme partenaires dans un ordre international libéral. Des initiatives comme le PEPFAR ou les programmes d'appui à la gouvernance s'inscrivaient dans cette logique, même lorsqu'elles servaient aussi des objectifs géopolitiques.

Avec le second mandat Trump, cette grammaire cède la place à un transactionnalisme assumé. Les relations ne sont plus décrites comme des alliances de valeurs, mais comme des compétitions à somme nulle où chaque partie cherche à maximiser ses gains immédiats. L'idée d'un « intérêt commun » est remplacée par celle de deals ponctuels, renégociables et évalués à l'aune de bénéfices tangibles pour l'économie et la sécurité américaines.

Les ressources critiques nécessaires à la transition énergétique — lithium, cobalt, coltan, cuivre — deviennent le cœur de cette nouvelle diplomatie. La carte stratégique africaine est redessinée autour d'un arc minéralier allant de la Guinée au Mozambique en passant par la RDC, la Zambie et la Namibie, où se concentrent les gisements indispensables aux batteries, aux réseaux électriques et à certaines technologies militaires. Les pays situés hors de cette ceinture sont relégués dans la catégorie des théâtres secondaires.

Ce passage du soft power au « hard extractivisme » se matérialise aussi dans la nature des instruments mobilisés. Les grands programmes de renforcement institutionnel cèdent la place à des corridors infrastructurels explicitement liés à l'extraction, comme le corridor de Lobito, et à des accords bilatéraux rapides dépourvus de conditionnalités fortes en matière de droits humains, de gouvernance ou d'environnement. La priorité n'est plus la construction de capacités administratives ou démocratiques, mais la sécurisation logistique des flux de minerais vers les industries américaines.

Pour les dirigeants africains, ce changement de paradigme comporte un risque majeur : celui d'accepter un langage de l'efficacité et de la « win-win diplomacy » qui masque une asymétrie radicale dans la capacité de négociation et la captation de la valeur. Le discours sur la « transparence » des accords américains, opposée au caractère prétendument « opaque et prédateur » des investissements chinois, ne doit pas faire oublier l'absence de mécanismes robustes de partage de la rente ou de consultation des communautés concernées.

Soft power vs hard extractivisme

- **Soft power** : financement de programmes de santé publique, bourses universitaires, soutien aux organisations de la société civile, présence culturelle et éducative, assistance technique institutionnelle.
- **Hard extractivisme** : contrats miniers à exécution rapide, infrastructures dédiées à l'exportation de minerais, clauses de sécurité renforcée autour des sites d'extraction, absence de conditionnalités sociales fortes, priorité donnée aux intérêts des entreprises étrangères.
- **Point de bascule** : lorsque l'essentiel des instruments diplomatiques se concentre sur les gisements et les corridors, et que les programmes de valeurs deviennent résiduels, le langage des droits humains sert davantage de rhétorique que de moteur réel de la relation.

Le deal RDC–Rwanda : cas d'école du transactionnalisme

Le 4 décembre 2025, à Washington, un accord tripartite entre les États-Unis, la RDC et le Rwanda est présenté comme un « nouveau cadre pour la prospérité économique » et la stabilisation régionale. Donald Trump résume la logique du deal dans une phrase restée célèbre : « Nous allons envoyer certaines de nos plus grandes et meilleures entreprises dans ces deux pays. Nous allons extraire des terres rares et certains actifs, et payer. Et tout le monde va gagner beaucoup d'argent. » La formulation ne mentionne ni la démocratie, ni les droits humains, ni la reconstruction post-conflit.

L'architecture du texte s'organise autour de trois axes. Le premier est celui de la « paix transactionnelle » : Washington négocie un arrêt des hostilités entre la RDC et le Rwanda, non au nom d'un projet politique pour la région, mais afin de sécuriser les conditions logistiques de l'extraction minière. La pacification devient un prérequis opérationnel pour l'acheminement du cobalt, du cuivre et d'autres terres rares, plutôt qu'un objectif en soi. Les populations sont considérées comme des variables de stabilisation, non comme des sujets de droits.

Le deuxième axe cible explicitement l'« éviction de la Chine ». L'accord prévoit l'arrivée de « plus grandes entreprises américaines » dans le secteur minier congolais, avec l'objectif implicite de réduire un monopole chinois estimé à plus de 70% sur la production de cobalt en RDC. L'enjeu est de reconquérir des segments clés des chaînes de valeur de la transition énergétique, depuis l'extraction jusqu'à la fabrication de batteries et de véhicules électriques. La Chine, accusée d'« investissement opaque et prédateur », sert de repoussoir pour justifier la campagne de reconquête.

Le troisième axe est l'abandon assumé des standards. Le texte ne contient aucune promesse substantielle en matière de droits humains, de protection environnementale ou de mécanismes de consultation des communautés locales. Il s'agit d'un « deal de sécurité » au sens propre : sécurité des approvisionnements américains contre sécurité militaire régionale, sans conditionnalité normative forte. La « transparence » mise en avant concerne surtout les mécanismes contractuels, pas les impacts sociaux ou écologiques.

Pour la RDC et le Rwanda, ce deal illustre une nouvelle grammaire de la dépendance. La paix devient un produit dérivé de l'extraction ; la souveraineté territoriale est négociée en échange d'une intégration plus profonde dans des chaînes de valeur contrôlées depuis l'extérieur. Dans ce contexte, la question centrale pour les dirigeants congolais et rwandais n'est pas seulement de savoir s'ils acceptent ou refusent l'accord, mais dans quelle mesure ils peuvent l'infléchir pour renforcer leurs capacités internes plutôt que de les diluer.

Matrice « paix contre minéraux »

Pour analyser des accords similaires, une matrice peut être mobilisée :

- **Colonne 1 — Ce que Washington offre** : médiation diplomatique, déploiement potentiel de capacités sécuritaires, couverture politique internationale, garanties de non-sanction, parfois accès préférentiel à certains marchés.
- **Colonne 2 — Ce que l'État africain offre** : accès prioritaire aux gisements, licences d'extraction, facilités logistiques, réforme de la réglementation minière, garanties de stabilité sur les sites.
- **Colonne 3 — Ce qui est absent** : engagements contraignants sur les droits humains, mécanismes robustes de partage de la rente, garanties environnementales, dispositifs de recours pour les communautés affectées.

La santé et les données comme nouveau minerais

La doctrine transactionnelle ne se limite pas aux ressources physiques. Fin 2025, l'administration lance une « America First Global Health Strategy » qui redéfinit les programmes de santé comme des instruments de sécurité nationale et de compétitivité économique, plutôt que comme des contributions à la santé globale. Trois objectifs guident cette stratégie : protéger le territoire américain des épidémies, stimuler l'innovation médicale domestique et contrer l'influence chinoise dans les systèmes de santé africains.

Les nouveaux contrats de santé exigent un partage massif des données de santé et des pathogènes avec les institutions américaines, transformant les dossiers médicaux et les échantillons biologiques de millions d'Africains en matière première pour les algorithmes et la recherche pharmaceutique. Les données biométriques — séquences génétiques, historiques de traitement, réponses aux vaccins — deviennent un minerais stratégique, au même titre que le cobalt ou le lithium dans l'industrie énergétique. Certains analystes parlent d'« extractivisme 2.0 », où la valeur ne se situe plus dans la tonne de minerais exportée, mais dans l'octet de donnée exploité.

En mars 2026, dix-sept États africains ont déjà signé des dispositifs alignés sur cette stratégie, souvent au prix d'une adoption implicite des normes de la Food and Drug Administration comme référence nationale pour l'homologation de produits et protocoles. Cette normalisation par les données crée une dépendance technologique et réglementaire qui dépasse largement le cadre des projets de santé initialement annoncés. Elle renforce la position dominante des big pharma américaines et des laboratoires partenaires dans la définition des priorités de recherche.

Pour les États africains, la promesse d'accès privilégié à certains traitements et financements doit être mise en balance avec les risques de capture de la valeur. Sans cadres juridiques robustes sur la propriété, le consentement et le partage des bénéfices issus de la recherche, les populations deviennent des fournisseurs de matière première informationnelle sans retour équivalent en termes de capacité scientifique ou industrielle. Le « stéthoscope de l'Oncle Sam » ausculte des millions de corps africains, mais les brevets et les rentes associées sont consolidés ailleurs.

Le « stéthoscope de l'Oncle Sam »

- **Ressource** : données biométriques, historiques médicaux, profils épidémiologiques, résultats de campagnes de dépistage.
- **Infrastructure** : plateformes numériques de collecte et de transmission, laboratoires partenaires, data centers et clouds contrôlés depuis l'extérieur.
- **Rente** : brevets pharmaceutiques, algorithmes propriétaires, domination sur les futures thérapies ciblées, capacité à conditionner l'accès à certains traitements.
- **Question clé** : qui contrôle l'architecture juridique des données (propriété, consentement, partage de valeur) et comment les États africains peuvent-ils éviter de devenir de simples fournisseurs de matière première informationnelle ?

ACTE III

La guerre par d'autres moyens

Infrastructures contre minéraux, corridors contre routes de la soie, normes et données : la rivalité sino-américaine se joue désormais sur tous les terrains à la fois.

-
- 06** Chine vs États-Unis : infrastructures contre minéraux
 - 07** Le corridor de Lobito : paradigme du nouveau deal minéralier
 - 08** Normes, données, intelligence artificielle : la nouvelle bataille
-

Chine vs États-Unis : infrastructures contre minéraux

La rivalité sino-américaine en Afrique ne se réduit plus à un débat sur la « bonne » manière d'aider le continent. Depuis près de quinze ans, la Chine avance avec les Nouvelles Routes de la Soie, finçant routes, ports, lignes ferroviaires, zones industrielles, écoles et infrastructures numériques — notamment la 5G et les câbles sous-marins — en échange de ressources et d'accès au marché. Cette approche lui a donné une position dominante dans le commerce avec plusieurs régions d'Afrique subsaharienne et une visibilité accrue au sein des élites politiques locales.

Face à cette présence, Washington adopte une stratégie de « sélectivité compétitive » clairement formulée par Nick Checker, chef du bureau des affaires africaines au Département d'État : les États-Unis ne rivaliseront pas « dollar pour dollar » avec la Chine sur les routes, mais se battront « pied à pied » dans les secteurs jugés prioritaires pour la résilience des chaînes d'approvisionnement — au premier rang desquels le domaine minier. L'objectif n'est pas de remplacer la Chine sur tous les terrains, mais de verrouiller les segments jugés vitaux pour la sécurité nationale américaine.

Cette sélectivité a une conséquence structurante : elle concentre les engagements américains sur les zones minérales stratégiques, laissant de vastes pans du continent à d'autres acteurs ou au vide institutionnel. Les États africains se retrouvent ainsi au croisement de deux modèles : un modèle chinois d'infrastructures généralisées mais créateur de dettes et un modèle américain de corridors ciblés mais détachés d'une vision globale de développement.

Dans ce contexte, la concurrence ne se joue plus seulement en termes de volumes d'aide ou d'investissements, mais de nature des infrastructures mises en place. La Chine propose des paquets intégrés — routes, ports, zones économiques spéciales — qui restructurent en profondeur les espaces nationaux, tandis que les États-Unis privilégient des dispositifs plus légers, centrés sur des corridors logistiques et des cadres réglementaires favorables aux entreprises privées. Les marges de manœuvre africaines dépendent de leur capacité à articuler ces offres sans se laisser enfermer dans une dépendance univoque.

Tableau comparatif des modèles

Dimension	Modèle chinois	Modèle américain Trump II
Focalisation	Infrastructures générales (routes, ports, écoles, énergie), Nouvelles Routes de la Soie	Minéraux critiques et corridors logistiques dédiés
Narratif	Coopération Sud-Sud, développement partagé, modernisation matérielle	Sécurité nationale, résilience des chaînes d'approvisionnement, compétition avec la Chine
Instruments	Prêts concessionnels ou commerciaux, entreprises publiques, banques d'État	Accords bilatéraux, entreprises privées, dispositifs militaires et diplomatiques ciblés
Risques pour l'Afrique	Surendettement, dépendance technologique, capture des élites	Marginalisation des zones non minières, vulnérabilité sociale, absence de reconstruction institutionnelle

Le corridor de Lobito : paradigme du nouveau deal minéralier

Le corridor de Lobito, reliant l'Angola, la RDC et la Zambie à l'Atlantique, illustre cette stratégie de corridors ciblés. Présenté comme une réponse stratégique à l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie, ce projet vise avant tout à sécuriser l'exportation de cobalt et de cuivre des régions congolaises et zambiennes vers les marchés américains et européens. Il constitue une voie alternative aux itinéraires contrôlés ou influencés par des intérêts chinois.

Ce modèle de corridor crée une géographie à plusieurs vitesses. Les zones traversées bénéficient d'investissements ferroviaires, d'infrastructures logistiques et d'une visibilité internationale accrue ; les régions situées en dehors du tracé restent en marge, voire voient leurs routes et services publics se dégrader faute de priorisation. La carte stratégique de l'Afrique se réduit ainsi à une ceinture minérale, accentuant les déséquilibres internes et alimentant un terreau propice aux conflits de basse intensité.

Le paradoxe est d'autant plus marqué que Washington démantèle simultanément l'USAID, qui représentait environ 26% de l'aide mondiale au continent. L'espace laissé vacant par le recul de l'aide institutionnelle n'est pas comblé par les projets de corridor, qui restent focalisés sur la rentabilité des flux d'exportation. Ce décalage ouvre un champ d'opportunité pour la Chine, la Russie et d'autres acteurs désireux de proposer des offres de sécurité ou d'infrastructures dans les zones laissées de côté.

Pour les États concernés, le corridor de Lobito offre à la fois une promesse de revenus et un risque de dépendance. Sans un cadre régional fort pour réguler les tarifs, les normes environnementales et la participation des communautés, le corridor peut reproduire les logiques coloniales de voies ferrées tournées exclusivement vers l'exportation, sans intégration véritable des économies nationales. La question n'est pas seulement de savoir qui construit les rails, mais qui décide des règles de circulation et de distribution de la valeur.

Lire un corridor comme un dispositif de pouvoir

Pour analyser un corridor comme Lobito, trois niveaux doivent être distingués :

- 1 Infrastructure physique** : rails, ports, entrepôts, stations de transbordement, connexions aux réseaux routiers locaux.
- 2 Architecture contractuelle** : qui finance, qui possède, qui exploite, quelles garanties de rachat ou de trafic minimal sont consenties, quelles clauses prévoient la révision des tarifs ou l'ouverture à d'autres opérateurs.
- 3 Géopolitique des marges** : quelles régions sont exclues du tracé, quelles populations voient leurs territoires contournés, quels groupes armés ou puissances régionales peuvent instrumentaliser cette marginalisation pour contester l'État ou négocier leur propre part de rente.

Normes, données, intelligence artificielle : la nouvelle bataille

Au-delà des infrastructures et des minerais, la rivalité se joue sur le terrain des normes techniques, des données et de l'intelligence artificielle. La Chine avance ses standards via Huawei, ses câbles sous-marins et ses plateformes numériques, tandis que les États-Unis cherchent à imposer leurs propres normes à travers leurs régulateurs (FDA, FCC) et leurs géants du numérique et de la santé. Les décisions prises aujourd'hui sur les architectures de réseau, les protocoles de sécurité ou les cadres de protection des données détermineront les dépendances de demain.

Les accords de santé évoqués plus haut, mais aussi les partenariats en matière de cybersécurité ou de surveillance, participent de cette bataille silencieuse. Les données africaines — qu'elles soient biométriques, financières ou comportementales — alimentent des centres de données situés hors du continent, où elles sont transformées en modèles et en produits vendus ensuite comme solutions de sécurité, d'analyse de risque ou de gestion de la population. Les États africains deviennent des pourvoyeurs de matière première informationnelle, tandis que la rente de l'IA et des services associés leur échappe largement.

Cette situation pose une question de fond : qui écrit les règles de cette économie politique des données ? Tant que les cadres juridiques africains restent fragmentés et permissifs, les accords bilatéraux signés au nom de la « modernisation » ou de la « e-gouvernance » risquent de cimenter une dépendance technologique profonde, difficile à inverser. Les régimes de propriété intellectuelle et les clauses de confidentialité intégrées dans ces accords peuvent empêcher la création de solutions locales ou régionales.

ENCADRÉ PÉDAGOGIQUE — ACTE III (3)

Seigneuries numériques et minières

- **Seigneurie minière** : contrôle étranger des sites d'extraction, des licences et des chaînes logistiques, avec peu ou pas de transformation locale et une faible capacité de fixation des prix.
- **Seigneurie numérique** : externalisation des plateformes de données, dépendance à des logiciels propriétaires, absence de souveraineté sur les infrastructures critiques et sur les algorithmes de décision publique.
- **Enjeu stratégique** : sans capacités propres de stockage, de traitement et de régulation des données, l'État africain reste un intermédiaire et non un architecte de la valeur créée, qu'il s'agisse de minerai ou d'information.

ACTE IV

L'Afrique et l'Europe à la croisée

Entre suivisme, substitution naïve et différenciation stratégique : les marges de manœuvre qui restent aux États africains et à leurs partenaires européens.

-
- 09** Les perdants de la Realpolitik transactionnelle
 - 10** France, Europe : dépendance, substitution ou différenciation ?
 - 11** Vers un État africain stratégique
-

Les perdants de la Realpolitik transactionnelle

Au terme de cette recomposition, les grands perdants apparaissent paradoxalement comme les États africains eux-mêmes, en particulier ceux dont les sous-sols concentrent les minéraux les plus recherchés. Leur souveraineté est affirmée dans les discours, mais leur capacité effective à définir les termes de l'extraction, à négocier la répartition de la rente et à protéger leurs populations reste limitée.

Les accords récents, notamment celui du 4 décembre 2025, se caractérisent par l'absence quasi totale de clauses robustes sur les droits humains, la justice ou la protection environnementale. La logique de « paix contre minéraux » reproduit, sous des formes nouvelles, le vieux schéma du contrat d'extraversion : l'État sert de passerelle entre les multinationales et le sous-sol, tandis que la valeur ajoutée financière et technologique se réalise ailleurs. Les populations congolaises, rwandaises ou zambiennes continuent de vivre dans des espaces marqués par la précarité, la pollution et la violence, alors même que leurs territoires deviennent stratégiques pour la transition énergétique mondiale.

Selon une estimation publiée par le Michigan Journal of Economics, un gel complet de l'aide américaine pourrait réduire de 20% l'aide totale au continent, précipitant 5,7 millions d'Africains supplémentaires sous le seuil de pauvreté extrême d'ici 2030. Ce coût social n'est intégré dans aucun des grands récits de « prospérité » associés aux nouveaux accords extractifs. La pauvreté devient un dommage collatéral comptabilisé au mieux comme une externalité, rarement comme un problème politique à résoudre.

Pour les élites africaines, le risque est de se positionner comme gestionnaires de ce nouvel ordre transactionnel, plutôt que comme acteurs de sa transformation. Les marges de négociation existent — sur les taux d'imposition, sur les exigences de transformation locale, sur la participation aux données — mais elles restent sous-explorées. Une partie de la bataille se joue donc au niveau des idées : quelles représentations de la souveraineté, du développement et de la sécurité s'imposent dans les écoles de guerre, les instituts diplomatiques, les partis politiques ?

Contrat d'extraversion 2.0

- **Formule ancienne** : matières premières contre infrastructures ou appui budgétaire, avec faible transformation locale et forte dépendance technologique.
- **Formule nouvelle** : minerais et données contre sécurité, reconnaissance diplomatique et accès préférentiel aux marchés des puissances extérieures.
- **Question clé** : comment faire évoluer la position africaine d'une logique de « plateforme logistique » à celle de coproducteur de la valeur technologique et financière générée, en s'appuyant sur des alliances régionales et panafricaines ?

France, Europe : dépendance, substitution ou différenciation ?

Pour la France et l'Europe, cette recomposition du rôle américain en Afrique pose une question stratégique : suivre Washington dans sa course aux minéraux critiques, tenter de remplacer un soft power américain en retrait ou inventer une voie propre articulant intérêts européens et besoins africains. Trois options se dessinent.

La première est le suivisme : accompagner la logique américaine sans vision autonome, au risque de sous-traiter la politique africaine de l'Europe à des priorités définies à Washington. Cela peut sembler confortable à court terme, mais enferme les capitales européennes dans un rôle de « stabilisateur » de corridors et de zones d'extraction défini par d'autres. La deuxième option est la substitution naïve : prétendre occuper l'espace laissé par le retrait partiel de l'aide américaine avec des moyens financiers et politiques que les États européens ne possèdent plus seuls.

La troisième option, plus exigeante, est celle de la différenciation stratégique. Elle supposerait de construire une offre alternative : moins transactionnelle, plus institutionnelle, centrée sur la durée et la co-construction de capacités africaines. Dans ce scénario, l'Europe chercherait à devenir une « troisième voie » entre le mercantilisme des routes de la soie et le transactionnalisme des corridors miniers, en valorisant son expérience en matière d'institutions régionales, de régulation et de protection sociale.

Le Sahel illustre le dilemme européen. Les retraits successifs de la France du Mali, du Burkina Faso et du Niger, l'avancée des forces russes via Africa Corps et la présence opportuniste de la Chine et de la Turquie ont mis à nu les limites de l'architecture sécuritaire occidentale. Pourtant, ce vide peut aussi être un espace de réinvention, à condition d'accepter une véritable autonomie vis-à-vis des priorités américaines et de reconnaître les échecs du cycle précédent. La question n'est pas seulement : « Comment rester présents ? », mais : « Quel type de présence est encore légitime et utile pour les sociétés africaines ? »

Trois scénarios pour l'Europe

- 1 Suivisme** : alignement sur la doctrine américaine des minéraux critiques, rôle de sous-traitant stabilisateur, responsabilité accrue sans capacité de définir les objectifs.
- 2 Substitution naïve** : tentative de remplacement du soft power américain sans ressources équivalentes, risque d'éparpillement, de promesses irréalistes et de déception mutuelle.
- 3 Différenciation stratégique** : choix d'investir dans des dispositifs institutionnels, des biens publics régionaux (santé, éducation, climat) et des partenariats de long terme, y compris en acceptant un rapport plus horizontal avec les acteurs africains et en sortant de la logique du « lieutenant » de Washington.

Vers un État africain stratégique

Face à cette double pression, chinoise et américaine, la question centrale devient celle de l'État africain stratégique. Tant que les institutions publiques se limitent à octroyer des licences, à sécuriser des sites pour le compte d'investisseurs et à absorber des programmes conçus à l'extérieur, elles restent enfermées dans une fonction de guichet. La souveraineté s'exerce alors surtout sur le papier, dans les discours et les cérémonies de signature.

Un État stratégique doit, au contraire, se doter de capacités de projection, de négociation collective et de régulation indépendantes. Dans le domaine minier, cela implique de passer d'une logique de concessions bilatérales à une approche régionale, avec des alliances panafricaines de négociation sur les prix, les volumes et les conditions de transformation locale. Des organisations régionales pourraient jouer un rôle de plateforme technique pour mutualiser l'expertise géologique, juridique et environnementale, afin de rééquilibrer le rapport de force avec les multinationales.

Dans le domaine des données, l'État stratégique doit investir dans des infrastructures souveraines (centres de données, réseaux sécurisés) et des cadres juridiques robustes pour encadrer l'usage des informations produites par les sociétés africaines. Cela signifie refuser les clauses qui interdisent le développement de solutions locales, exiger des transferts de compétences et instaurer des obligations de partage de valeur pour les entreprises étrangères exploitant des données africaines.

Cette transformation ne peut se faire sans un investissement massif dans la formation de cadres capables de lire un accord minier comme un document de stratégie militaire, et une convention de santé comme un contrat d'extraction de données. C'est là que des initiatives pédagogiques comme celles portées par le think-tank trouvent leur place : articuler une compréhension fine des dynamiques impériales contemporaines à un projet de souveraineté démocratique et panafricaine, inspiré des travaux de Lumumba, Fanon ou Mbelu.

Trois leviers pour l'État stratège

- 1 Capacité de négociation** : mutualisation panafricaine de l'expertise sur les contrats miniers et sanitaires, création de pools d'experts indépendants pouvant appuyer les gouvernements au-delà des cabinets de conseil privés.
- 2 Souveraineté sur les infrastructures** : développement de capacités propres en matière de raffinage, de transformation industrielle et de stockage de données, afin de réduire la dépendance aux infrastructures matérielles et numériques étrangères.
- 3 Insurrection des consciences** : formation d'élites administratives, militaires et politiques, mais aussi de mouvements sociaux, capables de contester les récits naturalisant la guerre de basse intensité et l'État raté comme destin africain, et de proposer des alternatives institutionnelles crédibles et enracinées.

CONCLUSION

La recomposition de la présence américaine en Afrique ne se réduit ni à un désengagement ni à une simple rivalité avec la Chine. Elle signale la fin d'un cycle où l'hégémonie libérale se présentait comme un horizon universel et l'entrée dans une ère de transactionnalisme assumé, où la paix, la santé et la stabilité sont conditionnées à leur rentabilité pour les grandes puissances. Pour l'Afrique, l'enjeu n'est pas seulement de choisir entre Washington et Pékin, mais de refuser d'être enfermée dans une position de plateforme d'extraction minière et de données.

En replaçant les accords, les corridors et les doctrines dans une perspective de souveraineté, ce dossier entend fournir aux décideurs, aux chercheurs et aux militants des outils de compréhension et d'action. L'objectif n'est pas de s'indigner seulement, mais de construire les conditions intellectuelles et politiques d'un État africain stratège, capable de transformer la « guerre par d'autres moyens » en opportunité de refondation institutionnelle.

Esimba Ifonge

Directeur exécutif, Illmatik & CERECK

ILLMATIK / CERECK

Cultivons l'excellence. Réinventons nos futurs.

Les contenus de ce dossier ont été initialement présentés lors de la Session des Hautes Études Géopolitiques Africaines (SHEGA 2026).

Le Centre de Recherche sur le Congo-Kinshasa (CERECK) est un think-tank dont la mission consiste à produire des idées, former des leaders, formuler des propositions et diffuser des savoirs pour influencer et améliorer les décisions publiques en RD Congo et en Afrique.

Plus d'infos : cereck.org/fr

Illmatik est une organisation qui forme des leaders responsables, développe des projets pertinents et contribue à créer les conditions d'une paix durable.

Plus d'infos : illmatik.com